

DIRECTION Administration - Rédaction 10, Rue Bertin, 10 MOULINS

LE PROGRES

DE L'ALLIER, DE LA NIÈVRE ET DE SAONE-ET-LOIRE

40 Centimes

ABONNEMENTS : Allier et départements : 3 mois, 30 fr. ; 6 mois, 55 fr. ; 1 an, 105 fr.

40 Centimes

PUBLICITÉ AGENCES HAVAS MOULINS, 37, Place d'Allier

La Conférence de Munich sauvera le monde de la guerre

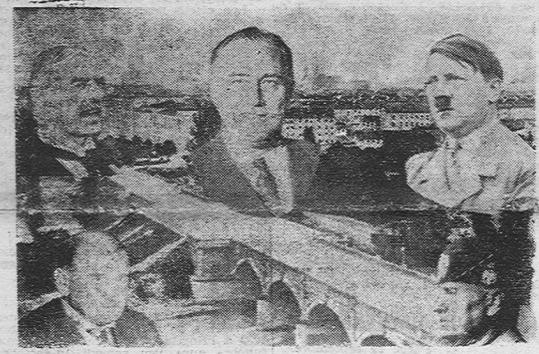
Dès son arrivée M. Edouard Daladier a été acclamé par plusieurs milliers de personnes

QUATRE HOMMES PARLENT...

UN ACCORD DE PRINCIPE A ETE REALISE

Les seules difficultés qui subsistent touchent à des questions secondaires

Le plan définitif arrêté par les grandes puissances a été communiqué au Gouvernement de Prague



Une vue de la capitale bavaroise. — En médaillon, M. Roosevelt, promoteur de la Conférence et les 4 chefs de gouvernement qui y participent.

Le départ du Président du Conseil pour Munich

M. DALADIER A QUITTE LE BOURGET A 8 h. 45 M. Edouard Daladier, président du Conseil, accompagné de MM. Clapier, directeur de son Cabinet...

LA MATINEE A MUNICH

Munich, 29 septembre. — C'est par un beau soleil d'automne que s'ouvrira ce après-midi, la grande conférence internationale entre le Führer, M. Daladier, M. Chamberlain et le Duce.

pond « Je pense que tout se terminera bien. » Il ajoute : « Ne sera certainement pas réglé la question tchécoslovaque, mais l'ensemble du problème des peuples en Europe ».

Le représentant de l'ambassadeur du Reich s'éloigne alors et respire sa voiture, tandis que les ministres venus saluer le Président du Conseil s'attardent longuement à l'entrée de l'aérodrome parlant entre eux pendant près d'un quart d'heure.

LE MINISTRE DE TCHÉCOSLOVAQUIE A BERLIN ET LE CHARGE D'AFFAIRES DE PRAGUE A LONDRES SE RENDENT A MUNICH

Munich, 29 septembre. — Le ministre de Tchécoslovaquie à Berlin et le chargé d'affaires de Prague à Londres se rendent à Munich pour se mettre à la disposition de la Conférence des quatre puissances.

Il a été accueilli par MM. Hitler et Hess. A 9 h. 40, le train est parti en direction de Munich où il est arrivé à 11 heures.

Le maréchal Goering se trouvait à la gare où il a salué le Duce et son ministre des Affaires étrangères. Les rues de Munich sont pavées.

Munich, 29 septembre. — Le ministre de Tchécoslovaquie à Berlin et le chargé d'affaires de Prague à Londres se rendent à Munich pour se mettre à la disposition de la Conférence des quatre puissances.

Munich, 29 septembre. — M. Hitler, M. Chamberlain et Daladier ont quitté la maison du Führer à 13 h. 30.

LE RÔLE DU FELD-MARÉCHAL GOERING, DE M. VON NEURATH ET DE L'AMIRAL RAEDER

Munich, 29 septembre. — Dans les milieux informés de la conférence, on apprend que c'est surtout grâce aux interventions pressantes du feld-maréchal Goering et du baron von Neurath...

Ces interventions se sont trouvées appuyées par une intervention très énergique, dit-on, de l'amiral Raeder, chef de l'Armada allemande.

On sait, en effet, que le feld-maréchal Goering porte-tout le poids de l'état-major général de l'armée allemande, est un adversaire résolu de toute politique d'aventure qui risquerait à son avis de plonger l'Allemagne dans une guerre sans issue contre les trois-quarts du monde.

Cette opinion est entièrement partagée par le baron von Neurath et par la plupart des hauts fonctionnaires de la Wilhelmstrasse, ainsi que par les dirigeants de la Marine qui sont d'avis que la jeune marine allemande est hors mesure de risquer une guerre contre la flotte franco-anglo-russe.

M. DALADIER A ETE TOUT PARTICULIÈREMENT ACCLAMÉ PAR LA FOULE

Munich, 29 septembre. — Les postes radio allemands soulignent dans leurs commentaires de cet après-midi que le Président Daladier a été tout particulièrement acclamé par la foule.

LE MARECHAL GERUNG PRESENTE SA FEMME A M. EDOUARD DALADIER

Munich, 29 septembre. — La première réunion officielle de la Conférence s'est ouverte à 16 heures 30 à la maison du Führer.

A 16 heures 15, M. Daladier, accompagné de ses collaborateurs, avait quitté ses appartements et avait été salué dans le hall par le feld-maréchal Goering qui lui avait présenté sa femme.

Après un entretien avec notre ambassadeur à Berlin, M. Daladier s'est rendu à midi 20 à la Maison du Führer où une conférence est prévue avant le déjeuner.

L'ARRIVEE DE M. CHAMBERLAIN

Munich, 29 septembre. — M. Chamberlain a atterri à l'aérodrome de Munich à 11 heures 57.

M. MUSSOLINI EST ARRIVE A MUNICH A 11 HEURES

Munich, 29 septembre. — M. Mussolini, accompagné du comte Ciano, est arrivé en gare de Kufstein, à 9 h. 30.

LES REPRESENTANTS TCHÉQUES A MUNICH.

Munich, 29 septembre. — Les ministres de Tchécoslovaquie à Berlin et à Londres, MM. Mastny et Masaryck sont arrivés à Munich.

Londres, 29 septembre. — Le départ des deux diplomates tchécoslovaques à Munich, a été décidé à la suite d'une conversation téléphonique, hier soir, entre M. Chamberlain et M. Jean Masaryk.

Londres précise que tous deux serviront d'agents de liaison entre les premiers ministres anglais et français et le gouvernement de Prague, qui, de même que le gouvernement de Moscou, sera tenu au courant de la marche des discussions.

ET LE CHEF DE CABINET DU MINISTRE HONGROIS DES AFFAIRES ETRANGERES

Budapest, 29 septembre. — Le comte Eotvos Chaky, ministre plénipotentiaire, chef du cabinet du ministre des Affaires étrangères, s'est rendu ce matin par avion à Munich pour être l'agent de liaison entre le gouvernement hongrois et le gouvernement tchécoslovaque.

D'ailleurs la capitale hongroise un peu soulagée après la tension inquiétante des derniers jours attend avec le plus vif intérêt les résultats des négociations de Munich d'aujourd'hui.

LES PREMIERES NEGOCIATIONS ONT DURE DE 16 H. 30 A 20 HEURES

Munich, 29 septembre. — Les négociations de Munich qui ont duré de 16 h. 30 à 20 heures seront reprises ce soir à 22 heures ; après la séance de l'après-midi, MM. Chamberlain et Daladier se sont retirés dans leurs appartements respectifs, tandis que le Duce demeurait chez le Führer.

OPTIMISME

Munich, 29 septembre. — On est actuellement optimiste dans tous les milieux intéressés.

Cet optimisme est alimenté par la présence à Munich de M. Jean Masaryk, ambassadeur de Tchécoslovaquie à Londres, de M. Mastny, ministre de Tchécoslovaquie à Berlin et de deux autres représentants du gouvernement tchécoslovaque.

L'accord

MUNICH, 29 SEPTEMBRE. — UN ACCORD DE PRINCIPE A ETE REALISE DANS LA QUESTION DES SUDEF.

LES SEULES DIFFICULTES QUI SUBSISTENT TOUCHENT A DES QUESTIONS D'ORDRE SECONDAIRE.

NOTamment à celle de l'évacuation des territoires non contestés par les troupes tchéques territoriales dans les deux OBSERVATEURS TCHÉCO-SLOVAQUES MM. MASARYCK ET MASTNY.

LE PLAN DEFINITIF ARRETE A JOURD'HUI PAR LES GRANDES PUISSANCES SERA COMMUNIQUE CE SOIR PAR AVION AU GOUVERNEMENT DE PRAGUE PAR LES DEUX OBSERVATEURS TCHÉCO-SLOVAQUES MM. MASARYCK ET MASTNY.

LONDRES

LA CHAMBRE DES LORDS S'AJOURNE A LUNDI

Londres, 29 septembre. — La Chambre des Lords qui devait examiner aujourd'hui la situation internationale est ajournée à lundi.

VERS DE NOUVELLES CONFERENCES

Londres, 29 septembre. — Même si un règlement intervient à Munich au sujet du problème tchécoslovaque on ne pense pas à White Hall qu'on puisse régler immédiatement à fond le problème européen.



Une vue générale de Munich

Les syndicats ouvriers et les menaces de guerre

Le syndicalisme ouvrier est divisé sur la question de la paix et de la guerre. Les communistes, bien qu'ils dominent la C. G. T., n'en sont pas les maîtres absolus, et une importante fraction du syndicalisme reste pacifiste.

On connaît la position des communistes. Ils poussent à la guerre en invoquant la paix. Ils se conforment à la politique des Soviets et leur objectif reste une révolution à laquelle ils espèrent arriver à la faveur de la guerre.

C'est pourquoi on les voit, tout en prêchant la lutte contre l'Allemagne, fomenter des grèves et empêcher les ouvriers de travailler plus de quarante heures.

Ce matin encore, bien que la grève du bâtiment parisien soit terminée, le Comité régional du bâtiment, qui est aux ordres des communistes, essaie de soulever de nouvelles difficultés, sous prétexte que tous les ouvriers n'ont pas été remboursés.

Une citation de Staline suffira à expliquer leur attitude dans l'affaire tchèque. Nous empruntons aux « Principes du Léninisme », recueil de conférences faites par Staline en 1924.

« Il est des cas, dit-il, où les mouvements nationaux de certains pays opprimés entrent en conflit avec les intérêts du développement du mouvement prolétarien. Il va de soi que dans ces cas-là il ne saurait être question de soutien. La question des droits des nations n'est pas un problème isolé et suffisant à lui-même ; c'est une partie de la question générale de la révolution prolétarienne, subordonnée à l'ensemble et demandant à être examinée du point de vue de l'ensemble. Dans les années 1849-1850, Marx était pour le mouvement national des Polonais et des Hongrois, contre le mouvement national des Tchèques et des Slaves du Sud. Pourquoi ? Mais parce que les Tchèques et les Slaves étaient alors des « peuples réactionnaires », des « avant-postes russes » en Europe, des avant-postes de l'absolutisme, tandis que les Polonais et les Hongrois étaient des « peuples révolutionnaires », en lutte contre l'absolutisme. Parce que soutenir le mouvement national des Tchèques et des Slaves du Sud signifiait alors soutenir indirectement le tsarisme, l'ennemi le plus dangereux du mouvement révolutionnaire en Europe ».

Pour nous communistes, la question nationale et celle de la paix ou de la guerre sont subordonnées à celle de la Révolution et, plus immédiatement, à l'intérêt des Soviets. Ils sont bellicistes et pacifistes suivant les circonstances. Mais il est, en dehors des communistes, de nombreux syndicalistes qui, tout en étant révolutionnaires, sont également pacifistes. Dans le présent, tout en soutenant la Tchécoslovaquie, ils se prononcent contre la guerre.

Au sein même de la Commission exécutive de la Fédération des Métaux, une minorité s'est séparée de la majorité communiste sur cette question. Cette commission a voté samedi une résolution exprimant l'opinion connue du parti communiste. Mais une minorité, (10 sur 28) comprenant notamment MM. Chevalme et Roy ne l'a pas votée. Elle publie aujourd'hui dans le « POPULAIRE » une note où l'on peut lire : « Les camarades de la majorité pensaient qu'il fallait réclamer avec beaucoup de force une politique de fermeté, quelles que soient ses conséquences. Par contre la minorité estimait que l'on devait employer tous les moyens possibles de sauver la paix sans en rejeter un seul ».

Elle publie également un projet de résolution qu'elle avait préparé. Tout en protestant contre le démembrement de la Tchécoslovaquie, elle se prononce pour la paix. Les moyens qu'elle indique pour y arriver sont d'ailleurs vagues. Elle rappelle qu'elle n'a cessé depuis la fin de la guerre, de réclamer la révision pacifique des traités, l'organisation économique du monde... Elle affirme que seule cette manière de faire est susceptible d'affranchir l'Europe de toute hégémonie totalitaire et de rendre tous les États en sécurité en droit.

C'est surtout, semble-t-il, dans les syndicats de fonctionnaires que se fait sentir la résistance des pacifistes. Le Syndicat national des instituteurs a lancé hier une pétition contre la guerre dont voici le texte :

« Nous ne voulons pas la guerre. En ces heures graves, certains d'exprimer le sentiment de l'immense majorité de la population française, nous proclamons notre volonté de règlement pacifique de la crise internationale actuelle.

« Alors qu'un accord était considéré comme possible il y a quelques jours seulement et que la question de principe était tranchée, comment pourrait-on admettre que, pour des raisons de procédure, d'amour-propre ou de prestige, des hommes d'Etat mettent brusquement fin à une négociation poursuivie depuis des semaines et plongent l'Europe entière dans le plus épouvantable des guerres ?

« Nous demandons au gouvernement français de persévérer dans la voie des négociations sans se laisser décourager par les difficultés rénaissantes. Nous lui demandons de traiter dans ces négociations l'ardente question de la paix, de ne pas se laisser aller à des manœuvres de propagande, de réclamer la révision pacifique des traités, l'organisation économique du monde... Elle affirme que seule cette manière de faire est susceptible d'affranchir l'Europe de toute hégémonie totalitaire et de rendre tous les États en sécurité en droit.

« Nous pouvons rappeler aussi que dans SYNDICATS, qui est l'organe des cégétistes ancienne manière, M. René Belin a publié de vigoureux articles contre les « bellicistes ». L'idée de la grève générale contre la guerre est abandonnée, sauf peut-être par quelques anarchistes. Il existe cependant, comme on le voit, dans le mouvement syndical un courant pacifique qui n'est pas négligeable. (Bulletin Quotidien).

La Quotidienne

On ne connaît pas encore à l'heure actuelle et l'on ne connaît sans doute pas cette nuit le succès de « l'entrevue à quatre ». Néanmoins, on sait déjà que la guerre a reculé et que les chances de paix recommencent à l'emporter. Il y a d'autant moins de doute sur ce point que l'ambassadeur de Munich, le théâtre de mercredi soir a été aménagé par une modification complète de l'échiquier européen et mondial. La présence de MM. Chamberlain et Daladier si sévèrement critiqués par nos extrémistes, a eu pour effet de mettre Hitler dans son tort. Et la partie où il croyait jouer gagnant a évolué rapidement contre lui. Ce fut d'abord le président Roosevelt qui, répondant spécialement aux divergences de la lettre du chancelier allemand envoyée après son premier message, a fait connaître « le désir impératif » du peuple américain de sauver la paix. M. Roosevelt a mis, en termes courts mais fermes, le gouvernement du Reich en face de ses responsabilités. Hitler n'a pu refuser de comprendre qu'en passant outre, il prendrait figure d'agresseur. D'autre part, l'Italie, qui jusqu'ici s'était tenue résolument derrière le dictateur allemand par l'organe tumultueux de M. Mussolini, a brutalement freiné, sinon fait machine arrière. Quelle que soit la cause de ce revirement, il constitue un fait essentiel : l'Italie se refuse à aider l'Allemagne à s'emparer par la force de ce qu'elle peut obtenir pacifiquement. Et, dans le reste de l'Europe, l'attitude insensée du « Führer » a provoqué le même recul. La Hongrie, menacée par la Roumanie et la Yougoslavie, a perdu de son ardeur à la course. La Pologne, si folle qu'elle soit, semble divisée et hésitante devant les fautes criminelles que veut lui faire commettre le colonel Beck. L'U.R.S.S., sur laquelle com-